

PMR Hub - Référence de l'étude :
Projet # 24-3239

Les Français et le cancer

Note de synthèse - Résultats nationaux

Mars 2025

Le Collectif Face au(x) cancer(s) - composé d'Unicancer, de Patients en réseau et de MSD France, s'est engagé dans une démarche de sensibilisation et de proposition pour aller plus loin dans la lutte contre le cancer. C'est dans ce contexte que l'institut Toluna-Harris Interactive a été sollicité afin de réaliser une étude sur les perceptions des Français à l'égard des cancers, de la prévention, de la recherche et de l'innovation en cancérologie.

Que retenir de cette enquête ?

Le cancer, une maladie qui inquiète les Français

Le cancer est **la maladie la plus redoutée des Français** (48% déclarent qu'il s'agit de la maladie dont ils ont le plus peur) devant la maladie d'Alzheimer (21%). Le cancer génère un niveau d'inquiétude globalement similaire au sein de l'ensemble des catégories d'âge, hormis auprès des jeunes hommes chez qui cette crainte est moins marquée.

Plus spécifiquement, **les cancers du cerveau (34%), du pancréas (32%) et du poumon (31%) apparaissent comme les cancers suscitant le plus fréquemment de la peur auprès des Français, devant ceux du sang et du sein (20%)**. Si le cancer du poumon génère un niveau de crainte similaire au sein de l'ensemble de la population, certains cancers spécifiques comme le cancer du sein suscitent évidemment davantage de peur auprès des femmes, et plus particulièrement des femmes âgées de moins de 50 ans. La peur suscitée par ces maladies s'accompagne de l'angoisse de devoir y faire face un jour que ce soit pour soi-même (74%) ou pour un proche (77%).

Le traitement contre le cancer, un domaine en progrès dans l'esprit des Français

D'une manière générale, **les Français perçoivent de manière positive la prise en charge du cancer** : 92% d'entre eux estiment qu'un diagnostic précoce améliore le pronostic de la maladie, 87% que les nouveaux traitements développés ces 10 dernières années ont permis d'améliorer la prise en charge des cancers et 84% qu'il existe des moyens de prévention contre certains cancers. Au-delà de ces aspects consensuels, d'autres suscitent des niveaux de conviction plus relatifs, laissant entrevoir en creux une connaissance perfectible de la part des Français sur le sujet. A titre d'exemple, ils hésitent s'agissant de savoir si aujourd'hui tous les cancers sont ou non dépistables (48% pensent qu'ils le sont, 52% que ce n'est pas le cas), sur le fait également que l'on puisse véritablement guérir d'un cancer lorsqu'on est exposé à la maladie (56% pensent qu'on ne guérit jamais vraiment, 44% partagent une opinion contraire).

En dépit de niveaux d'information qui se révèlent très perfectibles, l'impression globale qui domine est toutefois **que l'on guérit aujourd'hui en France plus de cancers qu'il y a 20 ans (72% le pensent)**, une opinion majoritaire dans toutes les tranches d'âge et à des niveaux similaires quel que soit le degré de proximité avec la maladie (patient, proche ou aidant, non exposé).

En outre, l'idée selon laquelle les nouveaux traitements existants dans la prise en charge du cancer ont des incidences positives sur la vie des personnes atteintes par la maladie est largement répandue. Ainsi, pour une très large majorité de Français, les patients peuvent aujourd'hui grâce à ces traitements poursuivre une vie sociale (82%), avoir des activités de loisirs (88%) et sportives

(77%), voyager notamment. Ils ont plus de doutes s'agissant de la possibilité de se projeter sur le long terme comme le fait de faire des achats importants (52%), d'avoir des enfants (65%) ou encore de continuer à travailler de la même manière (58%). Notons que les personnes ayant elles-mêmes été atteintes ou étant actuellement soignées pour un cancer jugent davantage réalisables que la moyenne ces trois dernières actions. Au-delà des progrès réalisés et s'il apparaît aujourd'hui possible de parler librement de sa maladie à ses proches (89% le pensent), l'opportunité d'en parler à son employeur suscite plus de réserves (68% estiment que cela est possible) et la moitié des Français jugent par ailleurs plus globalement que parler de son cancer dans la société actuelle (au-delà donc du cercle proche) reste difficile (51% le pensent).

Si le sentiment de réels progrès existe bien, au-delà de cette impression générale, les connaissances plus précises concernant les cancers s'avèrent relativement partielles que cela concerne la prévention, les traitements ou la recherche et l'innovation. A ce titre, moins de la moitié des Français indiquent se sentir bien informés sur les essais cliniques (42%) ou les nouveaux traitements (48%), environ la moitié sur les taux de guérison (50%) et les progrès de la recherche dans le domaine du cancer (55%). Cette connaissance relative touche également (dans une moindre mesure) le champ de la prévention et du dépistage : les examens de dépistage de cancers existants ou encore les bons comportements permettant de limiter le risque d'avoir un cancer avec plus d'un tiers des Français qui se déclarent mal informés sur ces sujets. Si les niveaux d'information sont sensiblement meilleurs auprès des patients eux-mêmes, une marge de progression existe toutefois : près d'un tiers d'entre eux également s'estiment mal informés sur les parcours de soins, l'offre de santé régionale dans

le domaine du cancer ou encore sur la possibilité de participer en tant que patient à un essai clinique.

Un contraste entre les représentations et les pratiques concrètes du dépistage du cancer

Les Français s'accordent très largement à penser que les examens de dépistage du cancer sont utiles à de nombreux égards : pour permettre un diagnostic plus précoce (89% dont 33% qui en sont persuadés), identifier les personnes à risque nécessitant des examens complémentaires (88%), augmenter les chances de guérison (87%) ou prévenir le développement de certains cancers (87%). Notons que la conviction sur le bien-fondé et l'efficacité de ces examens de dépistage sont encore plus marquées chez les personnes âgées de 50 ans et plus. En outre, ce jugement est indépendant de la confrontation à la maladie, atteignant des niveaux supérieurs à la moyenne auprès des personnes n'y ayant jamais été exposées.

Cependant, de manière concrète, les pratiques de dépistage ne sont pas systématiques. **Un peu plus de la moitié des Français déclarent avoir déjà effectué un examen de dépistage pour détecter un cancer (56%)**, dont un peu plus d'un tiers à plusieurs reprises (36%). **Une pratique globalement plus répandue chez les femmes**, avec un taux qui atteint 80% chez les femmes âgées de 50 ans et plus (65% chez les hommes du même âge), 40% chez les jeunes femmes (35% chez les jeunes hommes).

Lorsque les Français se font dépister, cela est principalement la conséquence d'une incitation, que ce soit via un courrier (60%) ou sur les conseils d'un professionnel de santé (50%). Ces formes d'incitation s'avèrent particulièrement efficaces auprès des plus âgés. La sensibilisation à l'égard du sujet (44%) et la prise en compte d'antécédents

familiaux (35%) constituent également des raisons incitatives pouvant encourager le dépistage mais dans une moindre mesure.

Le professionnel de santé reste un levier déclencheur important, pour les personnes qui agissent mais également auprès de ceux qui n'effectuent pas de dépistage. Le fait de ne pas savoir si l'on est concerné/éligible ou non par ces examens (49%) et le manque de conseils de la part d'un professionnel de santé (46%) constituent en effet les principales raisons avancées par les Français déclarant ne pas avoir eu recours au dépistage. Le fait de se sentir suffisamment en bonne santé pour être concerné par le sujet (37%) ou trop jeune joue également dans la décision de ne pas se soumettre à un examen de dépistage.

Des représentations encourageantes concernant l'innovation thérapeutique dans le domaine du cancer

De manière générale, les Français reconnaissent des progrès dans la recherche contre le cancer en France. **Près de 6 Français sur 10 considèrent ainsi que la recherche a tendance à progresser vite (59%), particulièrement parmi les personnes ayant déjà été soignées pour un cancer ou l'étant actuellement (70%).** Dans le détail, les Français partagent un avis positif en ce qui concerne les nouveaux traitements contre le cancer, estimant qu'ils ont donné des résultats importants pour prolonger la vie des patients (88%), améliorer le confort de celle-ci (87%) ou encore augmenter le nombre de guérisons (86%). **Par rapport au reste de l'Europe**, 51% des Français estiment que la France s'inscrit dans ce domaine dans la lignée de ses pays voisins, jugée ni en avance, ni en retard en matière de recherche, quand 25% la perçoivent comme plutôt en avance (et 23% plutôt en retard). Cette opinion positive est davantage partagée par les personnes ayant déjà

fait l'objet de soins pour un cancer (34% la jugeant en avance).

Ces progrès reconnus par une majorité de Français s'accompagnent d'attentes réelles et renouvelées pour l'avenir en matière de recherche afin de continuer à renforcer la lutte contre les cancers. De nombreux Français appellent de leurs vœux des efforts prioritaires visant à améliorer **les traitements (49%), le diagnostic précoce (47%) ou encore le dépistage (43%)**. Une volonté particulièrement marquée parmi les personnes n'ayant jamais été confrontées (directement ou indirectement) au cancer. Les personnes ayant déjà été atteintes par la maladie souhaitent quant à elles davantage de progrès en matière de médecine personnalisée (19% contre 13% auprès des personnes non concernées par la maladie, sans doute très peu au fait de cet aspect).

Une large majorité de Français (80%) estiment qu'au regard d'autres pays européens, le système français offre **un accès aux nouveaux traitements à la grande majorité des patients**, un accès jugé par ailleurs **égalitaire par 76% d'entre eux**. Les Français partageant une opinion contraire, pensent que le coût des traitements représente un élément discriminant majeur dans la possibilité d'accéder aux nouveaux traitements (51%, une perception davantage partagée par les personnes n'ayant jamais été exposées directement ou indirectement à la maladie, 55%). Les enjeux d'accessibilité à l'offre de santé plus globalement (professionnels ou établissements) constituent également un obstacle (cités respectivement à hauteur d'environ 30%).

Pour l'avenir, les Français jugent quasiment de manière unanime importante la mise en place de mesures permises par pour lutter plus efficacement contre les cancers. On retrouve au premier rang des mesures perçues comme essentielles, le

renforcement de l'offre médicale dédiée au cancer dans les territoires (74%), des échanges interdisciplinaires entre professionnels de santé (72%) ou encore de la collaboration entre les organismes de recherche publics, les universités et l'industrie pharmaceutique (71%). Une meilleure implication des patients et des associations les soutenant est également attendue concernant les décisions thérapeutiques les concernant pour les premiers et la définition des priorités de recherche et de développement des essais cliniques pour les seconds.

L'industrie pharmaceutique bénéficie d'une image positive au travers de sa contribution reconnue à la recherche contre le cancer : 82% des Français considèrent qu'elle contribue de manière importante aux récents progrès thérapeutiques en cancérologie (dont 18% de manière « très » importante), une opinion qui traverse l'ensemble des classes d'âge et s'établit au même niveau que l'on soit ou non concerné par la maladie. Dans le détail, 81% des Français estiment que l'industrie pharmaceutique cherche et découvre de nouveaux traitements efficaces, 77% qu'elle œuvre pour accélérer l'accessibilité des traitements innovants en France et 76% qu'elle investit beaucoup d'argent pour développer de nouveaux traitements.

Quelle prise en charge du cancer dans les territoires ?

De manière générale, **la prise en charge du cancer est plutôt considérée comme satisfaisante, que ce soit à l'échelle nationale (79%) ou régionale (76%),** même si cette perception reste à nuancer dans la mesure où

seuls 15% des Français qualifient de « très » satisfaisante cette prise en charge dans les deux cas. Si la gestion du cancer suscite davantage de satisfaction en Île-de-France (82%), en Bretagne (81%) et en PACA (82%), elle fait l'objet de plus de critiques dans les régions Nouvelle-Aquitaine (72%), Bourgogne-Franche-Comté (68%) et Centre-Val de Loire (68%). A l'échelle régionale justement, l'accès au dépistage (71%) et la qualité des soins pour les patients (66%) sont considérés comme les principaux points de satisfaction, quand l'accès aux essais cliniques (47%), la disponibilité des professionnels offrant un soutien psychologique et/ou social aux patients (50%) ainsi que l'accès à un médecin traitant (51%) génèrent plus d'insatisfaction. Au titre de disparités régionales, on relève un accès au dépistage des cancers perçu comme plus satisfaisant que la moyenne au sein des régions Bourgogne-Franche-Comté (75%) et PACA (75%), et un accès aux médecins traitants considéré comme particulièrement satisfaisant en Bretagne (62%), en région Grand Est (59%), PACA (57%) et en Ile-de-France (55%).

L'accès à des professionnels de santé experts (45%) ainsi que l'accès aux traitements innovants (39%) constitueraient pour les Français les principaux critères de choix d'un établissement de santé pour la prise en charge d'un cancer. Et si l'accès à des professionnels de santé experts et aux traitements innovants est davantage mis en avant par les personnes n'ayant jamais été soignées pour un cancer ou ayant été aidantes, les personnes ayant été confrontées à la maladie accorderaient un niveau de priorité plus important à l'attention portée à la situation personnelle des patients.

Méthodologie : Enquête réalisée par Harris Interactive en ligne du 7 au 18 février 2025. Échantillon de 5 161 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Échantillons représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus dans chaque grande région remis à leur poids au sein de l'échantillon national. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé(e) au sein de chaque grande région, ainsi que région et taille d'agglomération de l'interviewé(e) sur l'échantillon national.

Contacts

Magalie Gérard

Directrice adjointe du département Politique & Opinion

mgerard@harrisinteractive.fr

Sylvain Reich

Directeur d'études au département Politique & Opinion

sreich@harrisinteractive.fr

Yanis Belaghene

Chargé d'études senior au département Politique & Opinion

ybelaghene@harrisinteractive.fr

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que la méthode d'enquête, les dates de réalisation, la taille de l'échantillon, le nom de l'institut – Toluna - Harris Interactive – et le commanditaire.

À propos

Toluna - Harris Interactive, partenaires des études agiles pour penser le monde de demain.

Toluna révolutionne le monde des insights consommateurs et citoyens en combinant technologie innovante et accès direct en temps réel à la plus grande communauté mondiale dédiée aux études.

Harris Interactive regroupe les meilleurs experts et accompagne tous types de clients à prendre les bonnes décisions, avec un temps d'avance.